

Fs N° 627047



338

ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE LYON
«IMMEUBLE LE BRITANNIA»
20 Bld Eugène DERUELLE
69432 LYON CEDEX 03

Tél : 04.72.84.71.00

R.G. N° N° RG F 17/01740 - N° Portalis
DCYS-X-B7B-FSP7

ACTIVITE : Activités diverses

AFFAIRE :
Axe EL HAKMAOUI
C/
SARL UBER B.V, SASU UBER FRANCE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NOTIFICATION D'UN JUGEMENT

Par lettre recommandée avec A.R.
et indication de la voie de recours

Défendeur

SASU UBER FRANCE
11 rue de Cambrai

75019 PARIS

Par la présente lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le greffe du conseil de prud'hommes, en application de l'article R.1454-26 du code du travail, vous notifie le jugement ci-joint rendu le :
Vendredi 08 Mars 2019

La voie de recours qui vous est ouverte contre cette décision, est :

L'APPELAVIS IMPORTANT :

Les dispositions générales relatives aux voies de recours vous sont présentées ci-dessous. Vous trouverez les autres modalités au dos de la présente.

Code de procédure civile :

Art. 658 : La date de la notification par voie postale est, () à l'égard de celui à qui elle est faite, la date de réception de la lettre

Art. 528 : Le délai à l'expiration duquel un recours ne peut plus être exercé court à compter de la notification du jugement, à moins que ce délai n'ait commencé à courir, en vertu de la loi, dès la date du jugement. Le délai court même à l'encontre de celui qui notifie

Art. 642 : Tout délai expire le dernier jour à vingt-quatre heures. Le délai qui expirerait normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Art. 643 : Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution, d'appel, d'opposition, de recours en révision et de pourvoi en cassation sont augmentés de : 1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ; 2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Art. 680 () : l'auteur d'un recours abusif ou dilatoire peut être condamné à une amende civile et au paiement d'une indemnité à l'autre partie

ADRESSE DE LA COUR DE CASSATION :

Cour de Cassation
Service des pourvois
5 quai de l'Horloge
75001 PARIS

ADRESSE DE LA COUR D'APPEL DE LYON :

Cour d'Appel de LYON
Chambre Sociale
1 Rue du Palais de Justice
69321 LYON CEDEX 05
Tél. : 04 26 04 19 10

Fait à LYON, le 08 Mars 2019

Le Greffier,



VOIES DE RECOURS

Appel

Extraits du Code de procédure civile :

Art. 90 : Lorsque le juge s'est déclaré compétent et a statué sur le fond du litige dans un même jugement rendu en premier ressort, celui-ci peut être frappé d'appel dans l'ensemble de ses dispositions.....

Art. 91 : Lorsque le juge s'est déclaré compétent et a statué sur le fond du litige dans un même jugement rendu en dernier ressort, celui-ci peut être frappé d'appel exclusivement sur la compétence. Un pourvoi formé à l'encontre des dispositions sur le fond rend l'appel irrecevable.....

Art. 380 : La décision de suris peut être frappée d'appel sur autorisation du premier président de la cour d'appel s'il est justifié d'un motif grave et légitime. La partie qui veut faire appel saisit le premier président, qui statue dans la forme des référés. L'assignation doit être délivrée dans le mois de la décision. S'il accueille la demande, le premier président fixe, par une décision inusceptible de pourvoi, le jour où l'affaire sera examinée par la cour, laquelle est saisie et statue comme en matière de procédure à jour fixe ou comme il est dit à l'article 948, selon le cas.

Art. 544 : Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident met fin à l'instance.

Extraits du Code du travail :

Art. R. 1461-1 : Le délai d'appel est d'un mois. A défaut d'être représentées par la personne mentionnée au 2° de l'article R. 1453-2 (les défenseurs syndicaux), les parties sont tenues de constituer avocat. Les actes de cette procédure d'appel qui sont mis à la charge de l'avocat sont valablement accomplis par la personne mentionnée au 2° de l'article R. 1453-2 (les défenseurs syndicaux). De même, ceux destinés à l'avocat sont valablement accomplis auprès de la personne précitée.

Art. R. 1461-2 : L'appel est porté devant la chambre sociale de la cour d'appel. Il est formé, instruit et jugé suivant la procédure avec représentation obligatoire.

Art. R. 1462-2 : Le jugement n'est pas susceptible d'appel si la seule demande reconventionnelle en dommages-intérêts, fondée exclusivement sur la demande initiale, dépasse le taux de la compétence en dernier ressort.

Appel sur la compétence

Extraits du code de procédure civile :

Art. 80 : Si le juge se déclare compétent, sans statuer sur le fond, l'instance est suspendue jusqu'à l'expiration du délai pour former appel et, en cas d'appel, jusqu'à ce que la cour d'appel ait rendu sa décision.

Art. 83 : Lorsque le juge s'est prononcé sur la compétence sans statuer sur le fond du litige, sa décision peut faire l'objet d'un appel dans les conditions prévues par le présent paragraphe. La décision ne peut pareillement être attaquée du chef de la compétence que par voie d'appel lorsque le juge se prononce sur la compétence et ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.

Art. 84 : Le délai d'appel est de quinze jours à compter de la notification du jugement. Le greffe procède à cette notification adressée aux parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il notifie également le jugement à leur avocat, dans le cas d'une procédure avec représentation obligatoire. En cas d'appel, l'appelant doit, à peine de caducité de la déclaration d'appel, saisir, dans le délai d'appel, le premier président en vue, selon le cas, d'être autorisé à assigner à jour fixe ou de bénéficier d'une fixation prioritaire de l'affaire.

Art. 85 : Outre les mentions prescrites selon le cas par les articles 901 ou 933, la déclaration d'appel précise qu'elle est dirigée contre un jugement statuant sur la compétence et doit, à peine d'irrecevabilité, être motivée, soit dans la déclaration elle-même, soit dans des conclusions jointes à cette déclaration.

Nonobstant toute disposition contraire, l'appel est instruit et jugé comme en matière de procédure à jour fixe si les règles applicables à l'appel des décisions rendues par la juridiction dont émane le jugement frappé d'appel imposent la constitution d'avocat, ou, dans le cas contraire, comme il est dit à l'article 948.

Art. 104 : Les recours contre les décisions rendues sur la litigiosité ou la connexité par les juridictions du premier degré sont formés et jugés comme en matière d'exception d'incompétence. En cas de recours multiples, la décision appartient à la cour d'appel la première saisie qui, si elle fait droit à l'exception, attribue l'affaire à celles des juridictions qui, selon les circonstances, paraît la mieux placée pour en connaître.

Appel d'une décision ordonnant une expertise

Art. 272 : La décision ordonnant l'expertise peut être frappée d'appel indépendamment du jugement sur le fond sur autorisation du premier président de la cour d'appel s'il est justifié d'un motif grave et légitime. La partie qui veut faire appel saisit le premier président qui statue en la forme des référés. L'assignation doit être délivrée dans le mois de la décision.

S'il fait droit à la demande, le premier président fixe le jour où l'affaire sera examinée par la cour, laquelle est saisie et statue comme en matière de procédure à jour fixe ou comme il est dit à l'article 948 selon le cas. Si le jugement ordonnant l'expertise s'est également prononcé sur la compétence, l'appel est formé, instruit et jugé selon les modalités prévues aux articles 83 à 89.

Pourvoi en cassation

Extraits du Code de procédure civile :

Art. 612 du code de procédure civile : Le délai de pourvoi en cassation est de deux mois (...).

Art. 613 du code de procédure civile : A l'égard des décisions par défaut, le pourvoi ne peut être formé par la partie défaillante qu'à compter du jour où son opposition plus recevable.

Art. 973 du code de procédure civile : Les parties sont tenues, sauf disposition contraire, de constituer un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Cette constitution emporte éléction de domicile.

Art. 974 du code de procédure civile : Le pourvoi en cassation est formé par déclaration au greffe de la Cour de cassation.

Art. 975 du code de procédure civile : La déclaration de pourvoi contient, à peine de nullité

1° Pour les demandeurs personnes physiques : l'indication des nom, prénoms et domicile ;

2° Pour les demandeurs personnes morales : l'indication de leurs forme, dénomination et siège social et, s'agissant des autorités administratives ou judiciaires, l'indication de leur dénomination et du lieu où elles sont établies ;

3° Pour les défendeurs personnes physiques : l'indication des nom, prénoms et domicile ;

4° Pour les défendeurs personnes morales : l'indication de leurs forme, dénomination et siège social et, s'agissant des autorités administratives ou judiciaires, l'indication de leur dénomination et du lieu où elles sont établies ;

5° La constitution de l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation du demandeur ;

6° L'indication de la décision attaquée.

La déclaration précise, le cas échéant, les chefs de la décision auxquels le pourvoi est limité. Elle est signée par l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

Extraits du code du travail :

Art. R1462-1 : Le conseil de prud'hommes statue en dernier ressort :

1° Lorsque la valeur totale des prétentions d'aucune des parties ne dépasse le taux de compétence fixé par décret ;

2° Lorsque la demande tend à la remise, même sous astreinte, de certificats de travail, de bulletins de paie ou de toute pièce que l'employeur est tenu de délivrer, à moins que le jugement ne soit en premier ressort en raison du montant des autres demandes.

Art. D1462-3 : Le taux de compétence en dernier ressort du conseil de prud'hommes est de 4 000 euros.

Opposition

Extraits du code de procédure civile :

Art. 538 : Le délai de recours par une voie ordinaire est d'un mois en matière contentieuse (...)

Art. 572 : L'opposition remet en question, devant le même juge, les points jugés par défaut pour qu'il soit à nouveau statué en fait et en droit.

Le jugement frappé d'opposition n'est anéanti que par le jugement qui le rétracte.

Art. 573 : L'opposition est faite dans les formes prévues pour la demande en justice devant la juridiction qui a rendu la décision (...)

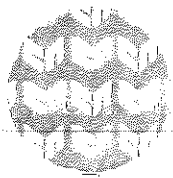
Art. 574 : L'opposition doit contenir les moyens du défendant.

Extraits du code du travail :

Art. R 1463-1 al 1° L'opposition est portée directement devant le bureau de jugement.

Les dispositions des articles R. 1452-1 à R. 1452-4 sont applicables.

L'opposition est caduque si la partie qui l'a faite ne se présente pas. Elle ne peut être réitérée.



Fs N° 627048



334

ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE LYON
Immeuble "le Britannia"
20 Bld Eugène DERUELLE
69432 LYON CEDEX 03

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

EXTRAIT DES MINUTES
DU SECRÉTAIRAT-GRÈFFE
DU CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE LYON

JUGEMENT

Audience du 08 MARS 2019

N° RG F 17/01740
- N° Portalis DCYS-X-B7B-FSP7

Monsieur Aziz EL HAKMAOUI
né le 25 Juin 1985 Lieu de naissance : OYONNAX (01)
5 Allée des Platanes
69200 VENISSIEUX
Assisté de Me Stéphane TEYSSIER (Avocat au barreau de LYON)

SECTION Activités diverses

DEMANDEUR

AFFAIRE
Aziz EL HAKMAOUI
contre
SARL UBER B.V,
SASU UBER FRANCE

SARL UBER B.V
Vijzelstraat 68
10170 HL AMSTERDAM(PAYS BAS)
Représenté par Me Cyril GAILLARD (Avocat au barreau de PARIS)
substituant Me Margaux GOETZ-NECTOUX
(Avocat au barreau de PARIS)

MINUTE N°

SASU UBER FRANCE
N° SIRET : 539 454 942 00035
11 rue de Cambrai
75019 PARIS
Représenté par Me Cyril GAILLARD (Avocat au barreau de PARIS)
substituant Me Margaux GOETZ-NECTOUX
(Avocat au barreau de PARIS)

JUGEMENT DU 08 MARS 2019

Qualification :

DEFENDEURS

Premier Ressort

- Composition du bureau de jugement :

Notification le : 08 MARS 2019

Madame Dalila MAYET, Président Conseiller Salarié
Madame Fouzia MOHAMED ROKBI, Conseiller Salarié
Monsieur Alain TAMET, Conseiller Employeur
Monsieur André GRILLON, Conseiller Employeur
Assesseurs
Assistés lors des débats de Mme Marie Hélène LE STANG, Greffier

Expédition revêtue de
la formule exécutoire
délivrée

PROCÉDURE

le : 08 MARS 2019
à Monsieur Aziz EL HAKMAOUI

- Date de la réception de la demande : 09 Juin 2017
- Bureau de Conciliation et d'Orientation du 08 Septembre 2017
- Convocations envoyées le 14 Juin 2017
- AR signé mais non daté par UBER .B.V
- AR signé le 20/06/17 par UBER FRANCE
- Non conciliation renvoi au bureau de jugement du 16/02/18 par émargement avec délai de communication de pièces
- Débats à l'audience de Jugement du 16 Février 2018
- Prononcé de la décision fixé à la date du 29 Juin 2018
- Délibéré prorogé à la date de ce jour
- Décision prononcée conformément à l'article 453 du code de procédure civile en présence de Madame Marie Hélène LE STANG, Greffier
Les parties ont été avisées que le jugement serait rendu public par mise à disposition au greffe
Décision signée par Madame Dalila MAYET, Président (S)
et par Madame Marie Hélène LE STANG, Greffier.

FAITS, DEMANDES ET MOYENS DES PARTIES

M EL HAKMAOUI a créé sa société le 1er août 2014 et exerce une activité d'exploitation de véhicule de tourisme avec chauffeur.

Il est titulaire d'une carte de chauffeur de voiture de tourisme et il est enregistré au registre des exploitants de voitures de tourisme avec chauffeur, depuis le 2 décembre 2014.

M EL HAKMAOUI signe « un formulaire d'enregistrement de partenariat » le 24 mars 2015, par la société UBER B.V, pour exécuter des activités de transport de personnes.

Le siège social de l'entreprise se trouve à AMSTERDAM au PAYS BAS.

En mars 2016, la société sanctionne M EL HAKMAOUI car celui-ci avait annulé plusieurs courses pendant deux semaines.

Par requête introductive reçue le 9 juin 2017, M EL HAKMAOUI a saisi le Conseil de Prud'hommes de LYON et il a formulé plusieurs demandes.

1/ Sur les demandes de Monsieur Aziz EL HAKMAOUI

M EL HAKMAOUI demande de rejeter l'exemption d'incompétence soulevée par les sociétés UBER

Et de juger recevable et bien fondée l'argumentation qu'il a développée.

De dire et juger qu'outre l'exécution d'une prestation de travail et la perception d'une rémunération est un lien de subordination.

Et de requalifier la relation contractuelle en contrat de travail à durée indéterminée.

Et de prononcer la résiliation judiciaire du contrat de travail aux torts des sociétés UBER,

Et ainsi de lui accorder toutes les demandes qu'il fait au titre de la rupture judiciaire.

2 / Sur les demandes de la société UBER France SA

In Limine Litis

La société UBER demande de constater que M EL HAKMAOUI à renverser la présomption de non-salariat,

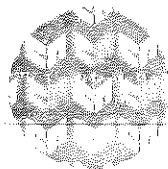
De constater que les sociétés UBER BV et UBER France n'ont pas la qualité de donneur d'ordre

De constater que les chauffeurs n'ont pas de lien de subordination juridique permanent à l'égard des sociétés UBER BV et UBER France,

En conséquence, la société UBER France fait valoir l'incompétence de la juridiction au profit du tribunal de Commerce de Lyon.

De condamner M EL HAKMAOUI à verser 1000 € au titre de l'article 70 du code de procédure civil.

De le condamner aux éventuels dépens.



Fs N° 627049



ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

Subsidiariamente

De surseoir à statuer dans l'attente de la décision de la Cour d'Appel de Lyon qui serait saisie par voie d'appel formé dans les conditions prévues aux articles 83 et suivant du Code de procédure Civil.

Sur la décision.

Le contrat de travail désigne une convention par laquelle une personne, le salarié, s'engage à travailler pour le compte et sous la direction d'une autre, l'employeur, contre rémunération,

Pour qu'un contrat de travail soit reconnu comme tel, il faut, selon la jurisprudence, la réunion de trois critères : une rémunération (qui peut être versée aussi bien en argent qu'en nature), une prestation de travail et un lien de subordination juridique entre les cocontractants (l'employeur et le salarié).

MEL HAKAMOUI exerce une activité d'exploitation de véhicule de tourisme avec chauffeur à son compte.

Le 24 mars 2015, soit un an après, il signe un partenariat avec la société UBER,

Ce jour-là, il signe un formulaire d'enregistrement de partenariat

Ce formulaire dit dans son article 1.2 que le Partenaire accepte les conditions de partenariat et consent à adhérer à, être lié par et respecter les conditions de partenariat...

Dans l'article 2, la partenaire reconnaît devoir une commission fixe de 20 % du prix du billet brut.

Que la contrepartie de ce fixe est la réception de l'appel et du dispatching des courses,

Qu'aucune obligation de temps de travail lui est imposée à MEL HAKMAOUI,

Ainsi MEL HAKMAOUI est totalement libre d'organiser son temps de travail en se connectant ou pas,

Le Conseil constate qu'il n'y a pas de rémunération fixée proportionnellement au temps de travail mais bien une commission,

Le lien de subordination allègue ni la dépendance économique du prestataire dans la mesure où il n'est lié à la société UBER par aucune clause d'exclusivité ou de concurrence et qu'il reste de libre de déterminer les plages horaires au cours desquelles il souhaite travailler ou de sélectionner les prestations.

Il n'est que lié que par un contrat de prestation.

En conséquence, le Conseil se déclare incompétent au profit du tribunal de Commerce,

MOTIFS DE LA DECISION :

Les articles 6 et 9 du Code de Procédure Civile rappellent respectivement qu'à l'appui de leurs prétentions, les parties ont la charge d'alléguer les faits propres à les fonder et d'en rapporter la preuve conformément à la loi.

L'article 32 du Code de Procédure Civile dispose qu'est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir.

L'article 122 du Code de Procédure Civile dispose que constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, telle défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée.

PAR CES MOTIFS

Le Conseil de Prud'Hommes de Lyon statuant publiquement contradictoirement et en premier ressort après en avoir délibéré conformément à la loi

CONSTATE que la relation n'est pas dans le cadre d'une relation de travail mais dans un partenariat,

En conséquence,

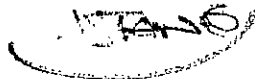
le Conseil de Prud'Hommes se déclare incompétent au profit du Tribunal de Commerce de Lyon

DIT qu'à défaut d'appel dans le délai imparti le dossier sera transmis par le Greffe à la juridiction désignée

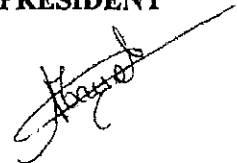
DIT qu'il n'y a pas lieu de faire application de l'article 700 du code de Procédure Civile ;

RESERVE les dépens.

LE GREFFIER



LE PRÉSIDENT

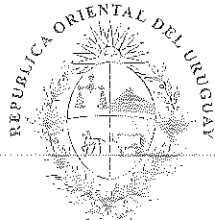
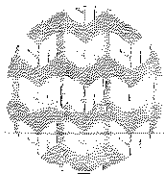


COPIE CERTIFIÉE
CONFORME



CECILIA ARMAND UGON
TRADUCTORA PÚBLICA
TRAD N° 1342/2019 FECHA 26.03.2019





ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

1

Traducción 1347/2019.-. NOTIFICACIÓN DE SENTENCIA -----

TRIBUNAL LABORAL DE LYON. EDIFICIO "LE BRITANNIA" 20 Bld
Eugène DERUELLE 69432 LYON CEDEX 03. Tél.: 04.72.84.71.00.

REPÚBLICA FRANCESA. NOTIFICACIÓN DE SENTENCIA. -----

Por carta certificada con acuse de recibo e indicación del
recurso. Demandado: SASU UBER France. 11 rue de Cambrai 75019
PARIS. -----

R.G. N° RG F 17/01740 - N° Portalis DCYS-X-B7B-FSP7 -----

SECCIÓN: Actividades varias. -----

ASUNTO: Aziz EL HAKMAOUI c/SARL UBER B.V, SASU UBER FRANCE.

Por medio de esta carta certificada con acuse de recibo, la
oficina del actuario del Tribunal Laboral, de conformidad
con el artículo R.1454-26 del Código del Trabajo, notifica
la sentencia adjunta emitida el: viernes, 8 de marzo de 2019.

La vía de recurso con la que cuenta ante esta resolución es:
LA APELACIÓN. -----

AVISO IMPORTANTE: -----

Las disposiciones generales sobre las vías de recursos se
detallan a continuación. Encontrará otras modalidades al
dorso del presente. -----

Código de Procedimiento Civil: -----

Art. 668: La fecha de la notificación por correo es, (...) con respecto a la persona a la que se envió, la fecha de recepción de la carta. -----

Art 528: El plazo a cuyo vencimiento un recurso no puede interponerse corre a partir de la notificación de la sentencia, a menos que ese plazo haya comenzado a correr,

conforme a la ley, a partir de la fecha de la sentencia. El mismo plazo corre en contra de aquel que da la notificación.

Art 642 Todo plazo vence el último día a las veinticuatro horas. El plazo que vence normalmente un sábado, un domingo o un día feriado o no laborable se prorroga hasta el siguiente día hábil. -----

Art. 643: Si la demanda se presenta ante una jurisdicción con sede en Francia metropolitana, los plazos de comparecencia, apelación, oposición, recurso en revisión y de casación aumentan de la siguiente manera: 1. Un mes para las personas que residen en Guadalupe, Guyana, Martinica, La Réunion, Mayotte, San Bartolomé, Isla de San Martin, San Pedro y Miquelón, Polinesia Francesa, Isla Wallis y Futuna, Nueva Caledonia y en las tierras francesas australes y antárticas; -----

2. Dos meses para las personas que residan en el extranjero.

Art. 680: (...) el autor de un recurso abusivo o dilatorio puede ser condenado a una sanción civil y un pago de indemnización a la otra parte. -----

DIRECCIÓN DEL TRIBUNAL DE CASACIÓN: -----

Tribunal de Casación, Servicio de Apelaciones, 5 quai de l'Horloge, 75001 París. -----

DIRECCIÓN DEL TRIBUNAL DE APELACIONES DE LYON: Tribunal de Apelaciones de Lyon, Cámara Social, 1 Rue du Palais de Justice 69321 Lyon Cedex 05. Tel.: 04 26 85 041910 -----

Hecho en LYON el 8 de marzo de 2019. El actuario. [Sello:] Tribunal Laboral de Lyon. [Sigla ilegible que oblitera sello]. -----

ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

3

Vías de recursos: -----

Apelación. -----

Extractos del Código de Procedimiento Civil: -----

Art. 90: Si un juez se declara competente y se pronuncia sobre la sustancia del litigio en una misma sentencia de primera instancia, esta podrá ser apelada por la totalidad de sus disposiciones. -----

Art. 91: Si un juez se declara competente y se pronuncia sobre la sustancia del litigio en una misma sentencia de última instancia, esta podrá ser apelada exclusivamente en la jurisdicción. Un recurso de casación contra las disposiciones en cuanto a la sustancia hace que la apelación sea inadmisible. -----

Art. 380: La resolución de aplazamiento puede ser apelada con autorización del primer presidente del tribunal de apelaciones si se justifica por una razón seria y legítima. La parte que desea apelar recurre al primer presidente, quien se pronunciará de forma urgente. La asignación debe expedirse durante el mes de la resolución. Si la demanda es admitida, el primer presidente fijará, mediante resolución inapelable, el día en que el Tribunal competente estudiará el caso y se pronunciará en lo relativo al proceso en una fecha determinada o, de acuerdo con el artículo 948, según el caso.

Art. 544: Aquellas sentencias que resuelvan en su fundamentación sobre solo una parte del asunto principal y ordenen una medida de instrucción o una medida provisoria pueden ser inmediatamente apeladas, al igual que las sentencias que resuelven sobre la totalidad del asunto principal. Lo mismo se aplica cuando la sentencia que

resuelve sobre una excepción de procedimiento o de inadmisibilidad o cualquier otro incidente pone fin a la instancia -----

Extractos del Código del Trabajo: -----

Art. R.1461-1: El plazo para la apelación es de un mes. Si no se cuenta con la representación mencionada en el numeral 2 del artículo R.1453-2 [abogados sindicales], las partes deberán nombrar un abogado. Los actos de este procedimiento de apelación bajo la representación del abogado son realizados de forma válida por la persona mencionada en el numeral 2 del artículo R 1453-2 [abogados sindicales]. Del mismo modo, los actos destinados al abogado se realizan de forma válida por la persona antes mencionada.

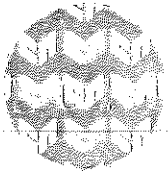
Art. R.1461-2: La apelación debe presentarse ante la cámara social del Tribunal de Apelaciones. Se plantea, investiga y juzga de acuerdo con el procedimiento con representación obligatoria. -----

Art. R.1462-2: La sentencia no está sujeta a apelación si la única contrademanda por daños y perjuicios basada exclusivamente en el reclamo inicial excede la tasa de la jurisdicción de última instancia. -----

Apelación sobre la jurisdicción -----

Extractos del Código de Procedimiento Civil: -----

Art. 80: Si el juez se declara competente sin pronunciarse sobre la sustancia del litigio, la instancia se suspenderá hasta el vencimiento del plazo para presentar una apelación y, en el caso de apelación, hasta que el Tribunal de Apelaciones haya dictado su resolución. -----



ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

5

Art. 83: Si el juez se pronuncia sobre la jurisdicción sin pronunciarse sobre la sustancia del litigio, su resolución puede ser el objeto de una apelación en las condiciones previstas por el presente párrafo. La resolución también puede ser impugnada sobre la base de la jurisdicción solo por medio de una apelación cuando el juez se pronuncia sobre la jurisdicción y ordena diligencias de investigación o una medida provisional. -----

Art. 84: El plazo de apelación es de quince días a partir de la notificación de la sentencia. El actuario deberá notificar a las partes por carta certificada con acuse de recibo. También notificará la sentencia al abogado de las partes, en el caso de un procedimiento con representación obligatoria. En caso de apelación, el apelante debe, dentro del límite del plazo para la apelación, recurrir (dentro del plazo de la apelación) al primer presidente, para que, según el caso, pueda quedar autorizado a ser asignado en un día fijo o a beneficiarse de una determinación prioritaria del caso.

Además de los detalles requeridos por los artículos 901 o 933, la declaración de apelación debe estar dirigida contra una sentencia pronunciada sobre la jurisdicción y debe, en caso de inadmisibilidad, presentar los motivos, ya sea en la propia declaración o en las conclusiones adjuntas a esa declaración. -----

Sin perjuicio de cualquier disposición en contrario, la apelación será juzgada e instruida como si se tratara de un proceso de día fijo si las reglas aplicables a la apelación de las resoluciones dictadas por el tribunal competente del

cual surge la sentencia que se apela imponen la constitución de un representante legal, o, en caso contrario, como se establece en el artículo 948. -----

Las apelaciones contra las resoluciones tomadas sobre litigios pendientes o con jurisdicciones conexas de primer grado se plantean y juzgan como en materia de excepción de incompetencia. -----

En caso de apelaciones múltiples, la resolución pertenece al Tribunal de Apelaciones primeramente invocado, y si el Tribunal permite la excepción, atribuirá el caso de litigio a aquellos tribunales que, según las circunstancias, sean considerados como los más competentes para actuar. -----

Apelación de una resolución por la que se ordena una prueba pericial. -----

La resolución por la que se ordena la prueba pericial puede ser apelada de forma independiente de la sentencia sobre la sustancia del asunto con autorización del primer presidente del Tribunal de Apelaciones si se justifica por una razón seria y legítima. -----

La parte que desea apelar recurre al primer presidente, quien se pronunciará de forma urgente. La asignación debe expedirse durante el mes de la resolución. -----

Si la demanda es admitida, el primer presidente fijará el día en que el Tribunal competente estudiará el caso. El Tribunal es invocado y se pronunciará en lo relativo al proceso en una fecha determinada o, de acuerdo con el artículo 948, según el caso. -----

7

Si la sentencia que ordena la prueba pericial también se pronuncia sobre la jurisdicción, el recurso de apelación se planteará, instruirá y juzgará de acuerdo con las modalidades previstas en los artículos 83 a 89. -----

Recurso de casación -----

Extractos del Código de Procedimiento Civil: -----

Art. 612 del Código de Procedimiento Civil: El plazo para presentar un recurso de casación es de dos meses. (...)

Art. 613 del Código de Procedimiento Civil: En el caso de sentencias dictadas en rebeldía, la casación solo podrá ser presentada por la parte incumplidora a partir de la fecha en que un recurso de oposición ya no sea admisible. -----

Art. 973 del Código de Procedimiento Civil: Se requiere que las partes, a menos que se disponga lo contrario, designen un abogado ante el Consejo de Estado y el Tribunal de Casación. -----

Esta constitución conlleva la elección de domicilio. -----

Art. 974 del Código de Procedimiento Civil: El recurso de casación se presenta mediante declaración ante el registro del Tribunal de Casación. -----

Art. 975 del Código de Procedimiento Civil: El recurso de casación contiene, bajo pena de nulidad: -----

1. Para los demandantes personas físicas: indicación de apellidos, nombres, domicilio del demandante en casación;

Para los demandantes personas jurídicas: indicación de su forma jurídica, denominación, domicilio social; -----

2. Para los demandados personas físicas: Indicación de apellidos, nombres y domicilio. Para los demandados personas jurídicas: indicación de su forma jurídica, denominación y domicilio social, y, en el caso de autoridades administrativas o judiciales, indicación de su denominación y el lugar donde están establecidas; -----

3. La indicación del abogado constituido ante el Consejo de Estado o el Tribunal de Casación del demandante; -----

4. La indicación de la resolución impugnada. -----

El recurso requiere, en su caso, los fundamentos de la resolución a los que se limita el recurso de casación. ---

El recurso debe estar fechado y firmado por el abogado ante el Consejo de Estado y el Tribunal de Casación. -----

Extractos del Código del Trabajo: -----

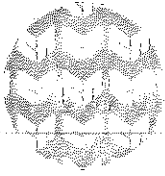
Art. R1462-1: El tribunal laboral dictamina en última instancia: 1. Si el valor total de los reclamos de cualquiera de las partes no excede la tasa de competencia fijada por decreto; -----

2. Si la solicitud es para la entrega, incluso bajo penalización, de certificados de trabajo, nóminas o cualquier otro documento que el empleador esté obligado a emitir, a menos que la sentencia sea dada en primera instancia debido a los montos de otros reclamos. -----

Art. D1462-3: La tasa de jurisdicción de última instancia del tribunal laboral se aplica hasta los 4000 euros.

Oposición: -----

Extractos del Código de Procedimiento Civil: -----



ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

Art. 538: El plazo de recurso por la vía ordinaria es de un mes en materia contenciosa (...)

Art. 572: La oposición presenta ante el mismo juez los asuntos juzgados en rebeldía para que se dictamine nuevamente de hecho y de derecho. El dictamen por el que se presenta la oposición solo se verá anulado por la sentencia que lo retracte.

Art. 573: La oposición se realiza de acuerdo con las formas previstas para la demanda ante la jurisdicción que ha dictado la resolución (...)

Art. 574: La oposición debe contener los medios del incumplidor

Extractos del Código del Trabajo.

Art. R 1463 -1 La oposición es presentada directamente ante el Tribunal de Juicios de Trabajo.

Se aplican las disposiciones de los artículos R 1452-I a R-1452-4. La oposición pierde validez si la parte que la presenta no se presenta. No puede ser reiterada.

TRIBUNAL LABORAL DE LYON.
Edificio "La Britannnia", 20 Bld Eugene DERUELLE, 69432 Lyon Cedex 03.

República Francesa. En nombre del pueblo. Sentencia.
[Sello:] Extracto del acta de la oficina del actuario del Tribunal Laboral de Lyon.

Sentencia. Audiencia del 8 de marzo de 2019.

No. RG F 17/01740. - No. Portalis DCYS-X-B7B-FSP7

SECCIÓN Actividades varias. ASUNTO: Aziz EL HAKMAOUI c/SARL
 UBER B.V, SASU UBER FRANCE. Acta No. [no figura]. Sentencia
 de 8 de marzo de 2019. Calificación: Primera instancia.
 Notificado el: 8 de marzo de 2019. Entrega con el formulario
 de ejecución emitido el: 8 de marzo de 2019 al Sr. Aziz EL
 HAKMAOUI. -----

Sr. Aziz EL HAKMAOUI, nacido el 25 de junio de 1985. Lugar
 de nacimiento: OYONNAX (01) 5, Allée des Platanes, 69200
 VENISSIEUX. -----

Representado por Dr. Stéphane TEYSSIER (Abogado del Colegio
 de Abogados de Lyon). DEMANDANTE. -----

SARL UBER B.V. Vijzelstraat 68, 10170 HL AMSTERDAM (Países
 Bajos). Representado por Dr. Cyril GAILLARD (Abogado del
 Colegio de Abogados de París), en reemplazo de Margaux GOETZ-
 NECTOUX (Abogado del Colegio de Abogados de París). -----

SASU UBER France. No. Siret [número de contribuyente]: 539
 454 942 00035. 11 rue de Cambrai 75019 PARÍS. Representado
 por Dr. Cyril GAILLARD (Abogado del Colegio de Abogados de
 París), en reemplazo de Margaux GOETZ-NECTOUX. (Abogado del
 Colegio de Abogados de París). DEMANDADOS. -----

- Composición del Tribunal de Juicios de Trabajo: -----

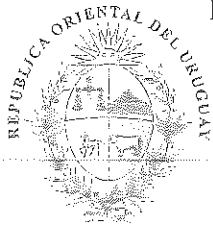
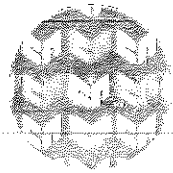
Sra. Dalila MAYET, presidente, Asesora de Empleados -----

Sra. Fouzia MOHAMED ROKBI, Asesora de Empleados -----

Sr. Alain TAMET, Asesor de Empleadores -----

Sr. André GRILLON, Asesor de Empleadores -----

Asesores -----



ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

Con el apoyo durante los debates de la Sra. Marie Hélène LE STANG, Actuaria. -----

PROCESO: -----

- Fecha de recepción de la demanda: 9 de junio de 2017----
 - Oficina de Conciliación y Orientación: 08 de septiembre de 2017. -----
 - Convocatorias enviadas: 14 de junio de 2017 -----
 - Acuse de recibo firmado, pero no fechado por UBER BV. ---
 - Acuse de recibo firmado el 20/06/17 por UBER FRANCE. ----
 - Sin conciliación, reenvío al Tribunal de Trabajo el 16/02/18 con anotaciones con plazo para la comunicación de las actas. -----
 - Debates en la audiencia del proceso del 16 de febrero de 2018. -----
 - Dictamen de la resolución determinada el 29 de junio de 2018. -----
 - Deliberaciones prorrogadas a la fecha de hoy. -----
 - Resolución dictada de conformidad con el artículo 453 del Código de Procedimiento Civil en presencia de Marie Hélène LE STANG, Actuaria. -----
- Se informó a las partes que la sentencia se haría pública al ponerla a disposición del Registro del Tribunal. -----
- Resolución firmada por la Sra. Dalila MAYET, Presidente (S) y la Sra. Marie Hélène LE STANG, Actuaria. -----

HECHOS, DEMANDAS Y MEDIOS DE LAS PARTES. -----

El señor EL HAKMAOUI creó su empresa el 1 de agosto de 2014 y ejerció su actividad de explotación de vehículo de turismo con chofer. -----

Es titular de una licencia de conductor de vehículo de turismo y se encuentra inscripto en el registro de conductores de vehículos de turismo con chofer desde el 2 de diciembre de 2014. -----

MEL HAKMAOUI firmó un "formulario de registro de asociación" el 24 de marzo de 2015 con la compañía UBER B.V. para realizar actividades de transporte de personas. -----

El domicilio social de la empresa se encuentra en Amsterdam, en los Países Bajos. -----

En marzo de 2016, la empresa sancionó a MEL HAKMAOUI porque este canceló varios viajes durante dos semanas. -----

Mediante una moción introductoria recibida el 9 de junio de 2017 dirigida al Tribunal de Trabajo de Lyon, el Sr. EL HAKMAOUI presentó varias demandas. -----

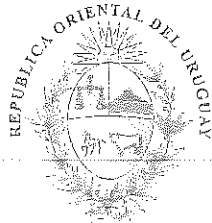
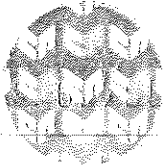
1/ Sobre las demandas del Sr. Aziz EL HAKMAOUI. -----

El Sr. EL KAKMAOUI solicita rechazar la excepción de incompetencia planteada por las empresas UBER. -----

Que se admita de recibo y bien fundada la argumentación que él desarrolló. -----

Que se pronuncie y resuelva que la ejecución de la prestación de trabajo y la percepción de una remuneración es una relación de subordinación. -----

Que se recalifique la relación contractual como un contrato de trabajo con plazo indefinido. -----



ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

13

Que se pronuncie la rescisión judicial del contrato de trabajo bajo culpabilidad de las empresas UBER, -----

De este modo, que se le concedan todas las demandas que interpone a título de la rescisión judicial. -----

2 / Sobre las demandas de la empresa UBER France SA. -----

In Limine Litis -----

La empresa UBER demanda que se constate que el Sr. EL KAKAMOUI ha revertido la presunción de no asalariado.

Que se constate que las empresas UBER B.V. y UBER France no tienen la calidad de ordenantes. -----

Que se constate que los choferes no tienen una relación de subordinación legal permanente respecto a las empresas UBER B.V. y UBER France. -----

En consecuencia, la sociedad UBER France hace valer la incompetencia de la jurisdicción en favor del Tribunal de Comercio de Lyon. -----

Solicita que se ordene al Sr. EL HAKAMOUI a abonar 1000 EUR de conformidad con el artículo 70 del Código de Procedimiento Civil. -----

Que se ordene que pague las costas eventuales. -----

En subsidio -----

Que se suspenda el dictamen hasta la resolución del Tribunal de Apelaciones de Lyon, el que será invocado por la vía de la apelación previstas en los artículos 83 y siguientes del Código de Procedimiento Civil. -----

Sobre la resolución. -----

El contrato de trabajo designa un acuerdo por el cual una persona, el asalariado, se compromete a trabajar por cuenta y bajo la dirección de otro, el empleador, a cambio de una remuneración, -----

Para que un contrato de trabajo sea reconocido como tal, es necesario, según la jurisprudencia, que se cumplan tres criterios: una remuneración (que puede pagarse en efectivo o en especie), una prestación de trabajo y una relación de subordinación legal entre las partes contratantes (el empleador y el asalariado). -----

MEL HAKAMOUI opera una actividad de explotación de vehículos de turismo con chofer en forma autónoma. -----

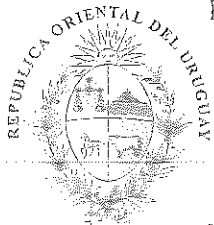
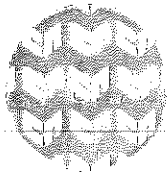
El 24 de marzo de 2015, es decir un año después, firma un contrato de asociación con la empresa UBER. Ese mismo día, firma un formulario de inscripción de asociación. -----

Ese formulario establece en su artículo 1.2 que el Asociado acepta las condiciones de la asociación y acepta adherirse a, estar vinculado por y respetar las condiciones de la asociación... -----

En el artículo 2, el asociado reconoce que se le aplicará una comisión fija del 20% del precio bruto del viaje. -----

Reconoce que la contraparte de esa comisión fija es la recepción del pedido y la realización del viaje. Que no se le impone a EL HAKMAOUI ninguna obligación sobre el horario laboral. -----

De ese modo, el Sr. EL HAKMAOUI es totalmente libre de organizar su tiempo laboral conectándose o no. -----



Fs N° 627057



ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

15

El Tribunal constata que no existe una remuneración fija en proporción al horario laboral, sino una comisión. -----

La relación de subordinación no alega la dependencia económica del prestatario en la medida en que este no está vinculado a la empresa UBER por ninguna cláusula de exclusividad o competencia y puede determinar libremente los horarios en los que desea trabajar o seleccionar los servicios. -----

Solo está vinculado por un contrato de servicios. -----

En consecuencia, el Tribunal de Trabajo se declara incompetente y se otorga la competencia al Tribunal de Comercio. -----

FUNDAMENTOS DE LA RESOLUCIÓN: -----

Los artículos 6 y 9 del Código de Procedimiento civil establecen, respectivamente, que en apoyo de sus reclamos, las partes tienen la responsabilidad de alegar los hechos necesarios para fundamentarlos y presentar pruebas de conformidad con la ley. -----

El artículo 32 del Código de Procedimiento Civil establece que cualquier reclamo presentado por o contra una persona sin el derecho a actuar es inadmisibile. -----

El artículo 122 del Código de Procedimiento Civil establece que constituye un extremo de inadmisibilidad cualquier medio que tienda a hacer declarar el adversario como inadmisibile en su demanda, sin tener en cuenta la sustancia, por omisión

del derecho de actuar, una omisión en la calidad, en el interés, la prescripción, el plazo prefijado, la cosa juzgada. -----

POR ESTOS MOTIVOS: -----

El Tribunal Laboral de Lyon se pronuncia contrario a la demanda interpuesta en forma pública y en primera instancia, luego de haber deliberado de acuerdo con la ley. -----

CONSTATA que la relación no es en el contexto de una relación de trabajo sino en el contexto de asociación. -----

En consecuencia: el Tribunal de Trabajo se declara incompetente a favor del Tribunal de Comercio de Lyon. ----

Declaramos que, a falta de apelación en el plazo determinado, el expediente será transmitido por el actuario al tribunal competente designado. -----

Declaramos que no se requiere la aplicación del artículo 700 del Código de Procedimiento Civil. -----

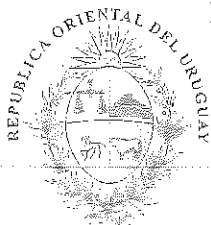
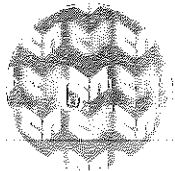
Se reservan las costas. -----

El actuario. [Firma ilegible]. El presidente. [Firma ilegible]. [Sello:] Es copia fiel. [Sello:] TRIBUNAL LABORAL DE LYON. -----

La suscrita traductora pública en idioma francés declara que lo que antecede es traducción fiel e íntegra del documento adjunto y que de esta versión al español guarda una copia con el número 1347/2019 a los 26 días del mes de marzo de 2019. -----



Cecilia Armand-Ugon
CECILIA ARMAND-UGON
TRADUCTORA PÚBLICA



ESC. JUAN IGNACIO RIVERO RODRIGUEZ - 17758/5

TESTIMONIO. Las once fojas de fotocopias que anteceden CONCUERDAN BIEN Y FIELMENTE con los documentos de su mismo tenor que tengo de manifiesto y que cotejé. EN FE DE ELLO; a solicitud de parte interesada y para su presentación ante quien corresponda, expido el presente en doce hojas de Papel Notarial de Actuación de la Serie Fs números 627047 a 627058, que sello, signo y firmo en la ciudad de Montevideo, el veintisiete de marzo de dos mil diecinueve.

AVANCE OFICIAL
 Artículo 8
 Honorarios \$ 1643
 Mont. Not. \$ 255
 Fdo. Gracia \$ unanimes

4.

Juan Ignacio Rivero
 ESCRIBANO PÚBLICO
 Mat. 12263

